

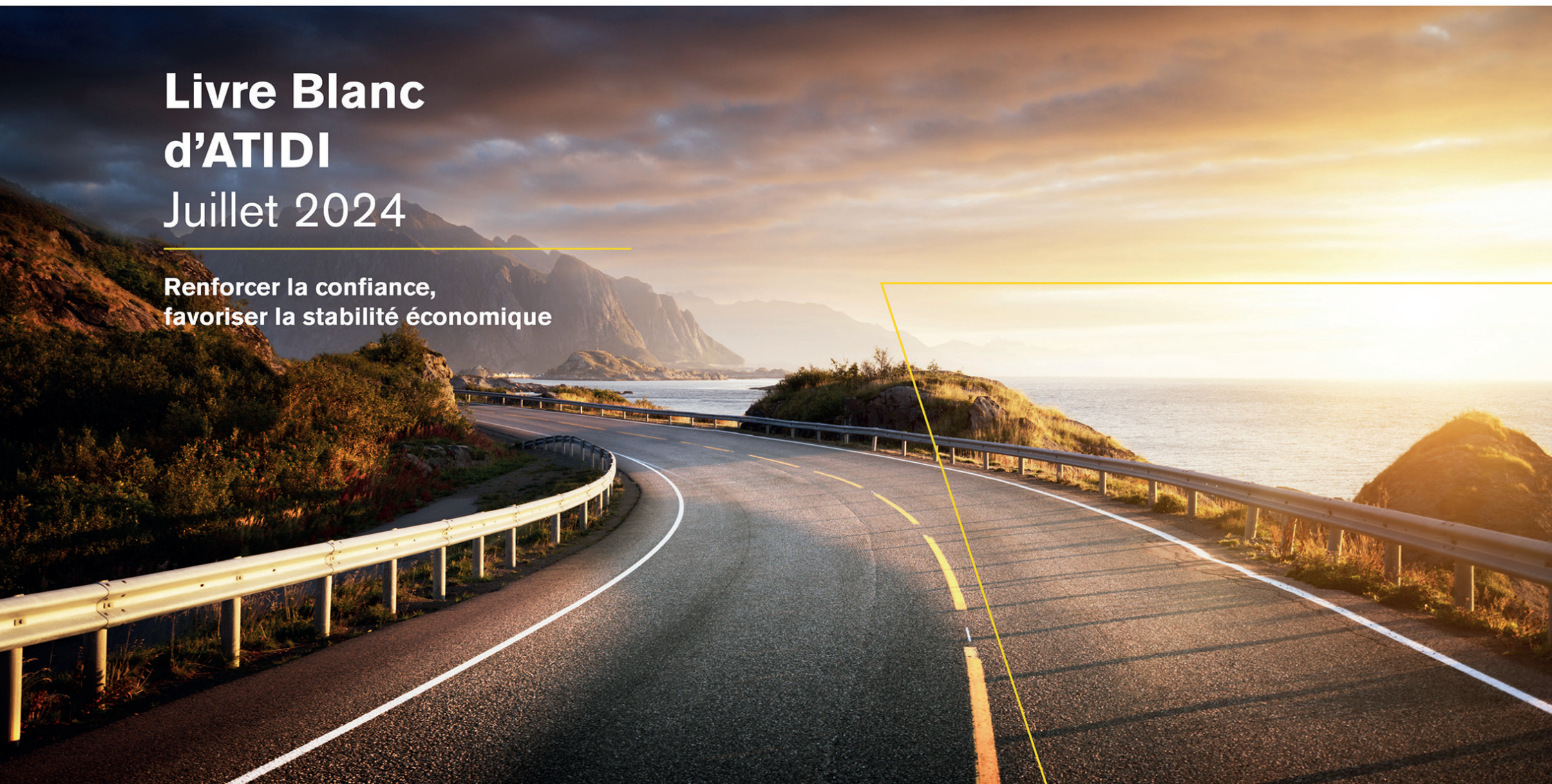


Assurance pour le Développement  
du Commerce et de l'Investissement  
en Afrique

Repenser le risque. Faciliter la finance.

# Livre Blanc d'ATIDI Juillet 2024

Renforcer la confiance,  
favoriser la stabilité économique

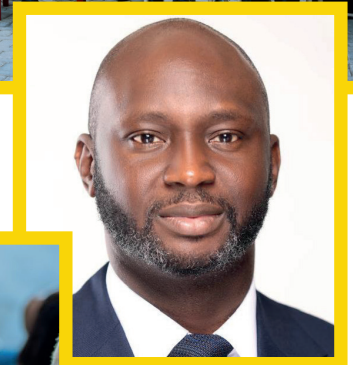


ATIDI (Assurance pour le développement du commerce et de l'investissement en Afrique) a tenu sa 24ème assemblée générale annuelle à Livingstone, en Zambie.

L'AGA, qui avait pour thème "Préparer demain, dynamiser l'investissement", a validé les résultats d'ATIDI pour 2023 et a rassemblé des décideurs politiques de premier plan ainsi que des dirigeants du secteur privé pour discuter de la manière de stimuler durablement l'accès au financement pour les États et les investisseurs privés dans cet environnement économique difficile.

La table ronde des investisseurs d'ATIDI a permis de discuter de questions pertinentes et cruciales, telles que la dette souveraine, les investissements et les flux commerciaux, ainsi que les obstacles à l'accès à un financement compétitif et à long terme.

L'événement a réuni des représentants gouvernementaux, des investisseurs régionaux et internationaux, des assureurs et des financiers, qui ont délibéré sur des questions thématiques et présenté des solutions viables pour stimuler la croissance économique et durable de l'Afrique.



“Je suis fermement convaincu que l’Afrique ne bénéficie pas d’un traitement équitable au sein de la communauté mondiale. Lorsque nous, en tant que continent, nous efforçons de lever des capitaux, nous sommes invariablement soumis à des coûts plus élevés, même pour des secteurs ou des entreprises qui opèrent dans des conditions similaires à celles d’autres régions. L’Afrique doit systématiquement supporter une charge financière plus importante que d’autres parties du monde dans des circonstances comparables.”

*Hakainde Hichilema, Président de la Zambie*

“Nous devrions faire du développement des marchés de capitaux l’une de nos principales priorités. Nous ne devons pas attendre la prochaine crise pour commencer à réfléchir à ce que nous pouvons faire différemment.”

*Sonia Essobmadje, CFA - Cheffe, Division des financements innovants et des marchés de capitaux - UNECA*

“En Afrique, nous ne voyons pas beaucoup d’implication des assureurs dans la souscription du risque de crédit, en particulier pour les petites entreprises. C’est un domaine dans lequel nous pensons qu’il faut trouver des solutions.”

*Dr. Olasupo Olusi, Directeur général – Banque de l’Industrie, Nigeria*

“Pour les PME, comprendre les attentes des institutions financières est un défi. Beaucoup d’entre elles, n’ont pas la capacité ou les connaissances nécessaires pour structurer leurs demandes auprès des banques. Il est donc difficile pour les banques de les financer.”

*Naomi Mwenya, Directrice intérimaire de la banque de détail - Absa Bank, Zambie*

“D’une manière générale, les données ont constitué un défi en Afrique et les investissements dans cette ère technologique porteront sur la manière dont nous exploiterons les données disponibles pour alimenter le processus de crédit. Par exemple, avoir accès à un historique de crédit est une variable qui aidera à établir le profil de risque des contreparties.”

*Mutisunge Zulu, Directeur des risques - Zambia National Commercial Bank*

“ Attirer des capitaux est vital pour l’avenir économique de l’Afrique, mais cela peut s’avérer un véritable défi. L’assurance est devenue un outil précieux pour améliorer les flux de capitaux.

Le message qui ressort de ce rapport est clair et net : pour parvenir à la sécurité financière dont le continent a besoin, la collaboration sera essentielle. En travaillant ensemble, les gouvernements, le secteur bancaire et le secteur de l’assurance peuvent garantir que les flux de capitaux se dirigent vers les endroits les plus appropriés.

La collaboration encouragera également l’innovation, dont l’Afrique a grand besoin pour trouver des solutions à sa situation unique, et lui évitera de payer le prix fort pour accéder au crédit et attirer les investissements.

Les banques sont invitées à accorder plus d’attention aux secteurs clés de l’Afrique, tels que l’agriculture, et à développer des produits sur mesure associés à des assurances.

Comme nous l’expliquons dans ce rapport, il reste beaucoup à faire, mais ATIDI continue d’occuper une place de plus en plus importante avoir accès à un historique de crédit grâce à ses produits de risque politique et de risque de crédit.

Au cours de l’année écoulée, nous avons clôturé nos activités avec un capital d’environ 700 millions de dollars et nous avons facilité, depuis notre création, plus de 85 milliards de dollars d’investissements en Afrique. Lorsque notre capital atteindra un milliard de dollars, nous serons en mesure de soutenir davantage d’entreprises, d’assumer plus de risques et d’offrir une plus grande sécurité aux investisseurs africains de demain.”

Manuel Moses, Directeur général d’ATIDI



## Mise en perspective : les risques réels et perçus de l'Afrique

Les secteurs public et privé de l'Afrique sont confrontés à des risques réels et perçus qui font que le continent continue de lutter pour attirer des capitaux. Par exemple, la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) indique que sur les deux dernières années, l'Afrique ne représente que 3,5% (48 milliards de dollars) des flux mondiaux d'investissements directs étrangers, qui s'élèvent à plus de 1,37 trillion de dollars.

La majorité de ces flux se concentre sur le secteur des ressources naturelles et les projets d'infrastructure à grande échelle tels que les routes, les chemins de fer, l'énergie et les soins de santé. Selon Manuel Moses, Directeur général d'ATIDI, les autres secteurs, en particulier les petites et moyennes entreprises (PME), ne bénéficient que de très peu d'investissements. Il a fait remarquer que les IDE vers l'Afrique sont "une goutte d'eau dans l'océan" et a insisté sur le fait qu'il reste beaucoup à faire pour améliorer ces statistiques.

"Parmi les facteurs qui entravent les flux de capitaux vers l'Afrique, il y a les risques politiques perçus comme élevés, en particulier le risque d'expropriation, le non-respect des contrats, la violence liée au terrorisme ou aux troubles civils, et bien d'autres encore," a déclaré M. Moses à l'ouverture de la table ronde.

M. Moses a appelé à des "résolutions concrètes et réalisables" que les participants pourront rapporter lors de la prochaine table ronde prévue en 2025 en Angola.

"Parmi les facteurs qui entravent les flux de capitaux vers l'Afrique figurent les risques politiques perçus comme élevés, en particulier le risque d'expropriation, le non-respect des contrats, la violence due à la terreur ou aux troubles civils, et bien d'autres encore."

*Manuel Moses, Directeur général – ATIDI*

Ses sentiments font écho à ceux du Président de la Zambie, S.E. Hakainde Hichilema, qui a déclaré que l'Afrique a été à tort cataloguée comme un continent à haut risque, ce qui se reflète dans les taux d'intérêt élevés que ses gouvernements et ses entreprises privées paient pour accéder aux capitaux.

"Je suis très passionné sur la question du risque et de l'Afrique. Je pense que l'Afrique n'est pas traitée équitablement dans le concert des nations. Lorsque nous levons des

capitaux en tant que continent, nous payons plus cher, même dans des secteurs ou des entreprises présentant des conditions d'exploitation similaires.

"L'Afrique doit toujours payer plus que les autres," a déclaré le président Hichilema, qui a été le premier président du conseil d'administration d'ATIDI.

"Cela signifie que nous agissons continuellement d'une manière qui freine l'expansion de l'Afrique en nous obligeant à payer un prix plus élevé pour les capitaux dont nous avons besoin. En tant que chefs d'État africains, avec nos partenaires, nous avons pris cette question au sérieux."

Les PME, bien qu'elles soient considérées comme des moteurs de croissance et de création d'emplois en Afrique, sont parmi les plus désavantagées lorsqu'il s'agit d'accéder aux capitaux.

Naomi Mwenya, Directrice par intérim de la banque de détail Absa Bank, Zambie, a déclaré qu'il était essentiel de disséquer la question de l'accès au financement en examinant les différents secteurs et tailles des entreprises et en répondant à leur défis spécifiques plutôt que d'adopter une approche de marché de masse.

Elle a déclaré que les taux d'intérêt élevés dans de nombreux marchés en Afrique, ajoutés aux défis réglementaires, constituent également un obstacle supplémentaire pour le PME, et plus encore pour les Micros, Petites et Moyennes Entreprises (MPME).

La perception du risque dans le segment des PME est élevée et c'est là que les institutions financières ont un rôle majeur à jouer, selon le Dr Olasupo Olusi, Directeur général de la Banque de l'industrie du Nigeria, qui a identifié la faible implication de l'assurance comme un autre défi.



### 3.5%

(48 milliards de dollars) –  
La part de l'Afrique dans les 1,37 trillion de dollars d'investissements directs étrangers dans le monde.  
(Source: CNUCED)



### 402 milliards de dollars

Le déficit de financement de l'Afrique dans les domaines de développement durable tels que l'éducation et l'énergie  
(Source: Banque africaine de développement)

## Collaborer pour la croissance de l'Afrique

La collaboration a été l'un des messages clés adressés aux délégués participant à la table ronde d'ATIDI, qui s'est penchée sur solutions pour combler les déficits de financement de l'Afrique.

Manuel Moses, Directeur général d'ATIDI, a déclaré que seule la collaboration permettra à l'Afrique "d'aller loin" dans sa quête pour attirer des capitaux et développer ses économies au profit d'une population massivement jeune.

"Dans le monde de l'assurance, nous essayons toujours de diversifier les risques parce que nous savons que l'idée est de s'assurer qu'en cas de circonstance défavorable, nous ne porterons pas seuls tous les risques. Nous nous associons donc à des réassureurs, ce qui constitue une autre forme de collaboration," a-t-il déclaré.

Le Ministre zambien des Finances et de la Planification Nationale, l'honorable Dr Situmbeko Musokotwane, estime que, pour que le continent endigue la pauvreté, la collaboration entre les gouvernements et le secteur privé ainsi que la consolidation du marché africain seront essentielles.

"Nous voulons lutter contre la pauvreté. Et pour ce faire, nous reconnaissons le rôle du secteur privé, car le gouvernement ne peut pas tout faire. De toute façon, les gouvernements ne sont pas connus pour créer de la richesse, mais pour créer un environnement propice," a déclaré Musokotwane.

Le Dr Yohannes Birru, Président du Conseil d'administration d'ATIDI, a ajouté que l'engagement de l'assureur multilatéral en faveur de la stabilité économique allait au-delà des solutions d'assurance et qu'il fallait pour cela établir des collaborations à travers le continent, tandis que Ceasar Siwale, DG de Pangaea Securities, a souligné que l'accès au capital pour l'Afrique n'était "pas aussi difficile que nous le laissons entendre", et réclamé plus de collaboration pour mieux commercialiser la marque africaine et diversifier les sources de capital.

Masitala Mushinga, Directrice de la gestion de la dette au Ministère zambien des Finances, a souligné que la Zambie était en surendettement du pays après une période d'essor économique, mais a déclaré que le pays avait changé d'avis sur les mégaprojets d'infrastructure, ce que de nombreux pays africains se sont empressés de mettre en oeuvre pour stimuler le développement.

# 2001

L'année de lancement d'ATIDI



Suite >

## Paroles d'experts

“ La collaboration est la clé pour aller loin. Vous connaissez l'adage qui dit que pour aller loin, il faut aller avec les autres, mais que pour aller vite, il faut aller seul. Notre AGA et nos tables rondes sont des exemples tangibles de collaboration. Nous mettons les gouvernements en contact avec le secteur privé afin qu'ils puissent s'écouter mutuellement.”

*Manuel Moses, Directeur général d'ATIDI*

“ Le marché africain est relativement petit quand on considère les pays individuellement et ne peut pas soutenir les investisseurs de premier plan qui veulent produire en grandes quantités.”

*L'honorable Dr Situmbeko Musokotwane, Ministre zambien des Finances et de la Planification Nationale*

“ Nous reconnaissons qu'il est important de s'attaquer aux obstacles systémiques à la croissance et à la prospérité, notamment les infrastructures inadéquates, l'accès limité au financement et les problèmes de réglementation. C'est pourquoi nous avons travaillé en étroite collaboration avec nos partenaires et les parties prenantes afin de développer des solutions globales pour relever ce défi et créer un environnement propice à un développement économique durable.”

*Dr. Yohannes Birru, Président du Conseil d'administration d'ATIDI*

“ L'accès au capital pour l'Afrique n'est pas aussi difficile qu'on le dit, mais nous frappons aux mêmes portes. Nous nous laissons juger sur la base d'un cahier des charges obsolète. Nous devons parler d'une seule voix pour positionner le continent. Nous n'avons pas à nous vendre comme étant pauvres pour attirer les capitaux. Nous devrions vendre les autres opportunités qui existent sur le continent et les partenariats pour attirer les capitaux.” *Cesar Siwale, Directeur Général de Pangaea Securities*



24

Le nombre d'États membres d'ATIDI en juin 2024

“Nous nous intéressons désormais à des projets correctement évalués, de sorte que lorsque nous obtenons des financements, en particulier ceux provenant des ressources de la dette, nous sommes en mesure de les canaliser vers des projets susceptibles d'augmenter la capacité d'endettement et de développer l'économie,” a déclaré Mushinga, soulignant la nécessité d'emprunter sur le long terme en Afrique.

Elle a indiqué que lorsque la Zambie n'a pas pu accéder au marché international, elle s'est rabattue sur le marché intérieur, ce qui lui a servi de leçon sur la nécessité pour les économies africaines de renforcer et d'approfondir leurs marchés de la dette intérieure afin de réduire les vulnérabilités.

“Nous avons beaucoup de petits marchés [de capitaux] au lieu de penser régional afin de commencer à créer la taille critique dont nous avons besoin pour nous développer et pour créer de la liquidité et de la profondeur dans nos marchés de capitaux.”

Stuart Hulks, responsable de l'assurance et de l'agence

de crédit à l'exportation à la Rand Merchant Bank de Londres, a déclaré que les nouveaux produits de financement pour l'Afrique s'appuient tous sur des partenariats.

“Nous pouvons nous associer aux gouvernements, aux assureurs-crédit, aux agences multilatérales/IFD et aux investisseurs institutionnels pour créer ces nouvelles solutions lorsque nous envisageons des solutions de financement plus innovantes/composées plutôt que la voie plus traditionnelle du prêt syndiqué qui a toujours été la principale source de liquidité pour les transactions sur le continent africain. L'accès à ces nouveaux flux de liquidité et la création de nouvelles classes d'actifs peuvent nous aider à combler le déficit de financement de 4 000 milliards de dollars par an (contre 2 500 milliards de dollars en 2015, comme l'a récemment identifié la BAD) qui existe actuellement pour l'Afrique,” a déclaré Hulks.

## La place d'ATIDI dans l'assurance pour le développement

ATIDI continue d'accroître sa place dans la promotion des développements sur le continent, grâce à ses produits de risque politique et de crédit. Manuel Moses, Directeur général d'ATIDI, a déclaré que l'assureur multilatéral, qui a clôturé l'année 2023 avec un capital d'environ 700 millions de dollars et qui a facilité au total plus de 85

milliards de dollars d'investissements en Afrique, s'est fixé pour objectif d'atteindre le milliard de dollars afin d'accroître ses activités. "À ce jour de capital, avec environ 700 millions de dollars, nous avons pu garantir 10 milliards de dollars. Si vous faites le calcul, cela représente environ 12 fois notre capital. Nous voulons faire plus, car la demande s'agrandit et nous devons être prêts à y répondre. Sinon, nous n'aurons pas la capacité d'aider les entreprises," a déclaré M. Moses.

Rennie Kariuki, assureuse principale chez ATIDI, a souligné que le produit d'assurance politique d'ATIDI, qui offre une couverture aux investisseurs étrangers ou aux entreprises et prêteurs locaux contre les actions ou inactions des gouvernements qui pourraient entraîner une perte, continue d'être fortement sollicité. Le produit couvre des aspects tels que l'inconvertibilité des devises, les restrictions de transfert et la guerre civile dans un pays donné. Le deuxième produit est l'assurance-crédit, qui couvre des entreprises privées faisant du commerce entre elles et auxquelles ATIDI offre, ainsi qu'aux



Malgré un environnement persistant et des défis géopolitiques et économiques importants à l'échelle mondiale et en Afrique, ATIDI a enregistré des résultats records en 2023:

**Le bénéfice de l'année a augmenté de 205 % pour atteindre 69,1 millions de dollars.**

Le revenu de l'assurance a augmenté de 14% pour atteindre 155,7 millions de dollars.

**Les expositions brutes ont augmenté de 19% à 9,6 milliards de dollars.**

Le total des actifs a augmenté de 27 % pour atteindre 837,1 millions de dollars.

**Les fonds propres ont augmenté de 25 % pour atteindre 699 millions de dollars.**

Les revenus de l'assurance ont augmenté de 14% à 155,7 millions de dollars.

## ATIDI a clôturé l'année 2023 avec:

**700 millions de dollars**  
en capital

**1 milliard de dollars**

l'objectif pour permettre à plus d'entreprises de s'implanter

**85 milliards de dollars**  
le montant des investissements facilités par ATIDI en Afrique depuis sa création

Suite >



prêteurs, des couvertures en cas de non-paiement.

Le président de la Zambie, Hakainde Hichilema, a salué la place qu'occupe ATIDI dans le soutien au développement du continent. Il a par ailleurs félicité les nouveaux pays membres - le Burkina Faso, le

Mali et le Tchad – et a invité d'autres pays à rejoindre l'organisation. Le Dr Yohannes Birru, Président du Conseil d'administration de l'organisation, a commenté les performances d'ATIDI, dont le bénéfice net a triplé pour atteindre le chiffre record de 69,1 millions de dollars au cours de l'exercice clos en décembre 2023.

Le Dr Birru a déclaré que le succès de l'assureur allait au-delà des matrices financières et qu'il restait déterminé à soutenir une croissance durable en répondant aux défis posés par le changement climatique.



**155,7  
millions  
de dollars**

Le chiffre d'affaires  
en assurance d'ATIDI



**3**

Les nouveaux pays  
membres  
d'ATIDI en 2024  
(le Burkina Faso, le Mali  
et le Tchad)



**17,3 millions  
de dollars**

Le montant des dividendes  
reçus par les actionnaires  
d'ATIDI

“Nous pensons qu'avec nos instruments, l'Afrique peut prendre sa juste part dans le commerce mondial. Cependant, le voyage ne s'arrête pas là. Nous devons continuer car nous entrons dans une nouvelle ère qui voit l'Afrique confrontée aux défis posés par le changement climatique, les tensions géopolitiques, le fardeau de la dette et la volatilité sociale et politique.

*Manuel Moses, Directeur général, ATIDI*



## La montée des risques du passé doit stimuler les investissements en Afrique

Les assureurs ont la possibilité de collaborer avec les gouvernements africains pour faire face aux risques réels et perçus qui ont empêché le continent de continuer à attirer des capitaux pour les secteurs public et privé.

Cependant, l'accès au financement n'est qu'une partie des défis que doit relever l'écosystème pour soutenir la croissance des PME. Au-delà de l'accès au financement, d'autres problèmes majeurs ont été mis en évidence, notamment l'inadéquation des infrastructures et la difficulté des systèmes réglementaires.

Le Dr Olasupo Olusi, Directeur général de la Banque de l'Industrie, Nigeria, a appelé les gouvernements africains à commencer par résoudre les problèmes de politiques macroéconomiques tels que l'enregistrement des entreprises, le paiement des impôts

et l'enregistrement des terres pour les utiliser comme garantie. Il a déclaré que ces interventions, ajoutées aux solutions d'assurance, réduiront le profil de risque des petites entreprises et faciliteront leurs chances d'accéder au crédit.

Rennie Kariuki, assureuse principale à ATIDI, a reconnu que ces structures de partage des risques contribueront à donner aux investisseurs et aux prêteurs le confort nécessaire pour injecter leurs capitaux dans les entreprises.

Les accords de partage des risques contribuent à réduire le coût de l'accès au crédit. Mme Kariuki a indiqué qu'ATIDI travaille par exemple avec des banques locales depuis plus de dix ans et qu'elle a constaté que les tarifs appliqués par ces banques à leurs clients PME sont devenus "beaucoup plus équitables et réduits".



“Il y a un certain nombre de choses qui constituent des obstacles aux investissements, mais lorsque nous disposons des instruments dont nous avons parlé lors de cette conférence, nous sommes en mesure d’attirer davantage d’investisseurs et de faire en sorte que tous les marchés forment un bloc, comme cela devrait être le cas.”

*Dr Simal Amor, Chef de la planification stratégique, COMESA (Marché commun de l’Afrique orientale et australe)*

“Les risques perçus par l’Afrique sont très élevés. Le taux de défaut des projets d’infrastructure en Afrique est inférieur à celui de nombreuses autres économies. Pourtant, les investissements dans l’espace infrastructurel en Afrique sont limités. Le risque perçu est donc quelque chose que nous remarquons tous. Compte tenu des environnements macroéconomiques actuels, nous essayons de faire bouger les choses. Nous travaillons en étroite collaboration avec les partenaires au développement et les banques commerciales pour atténuer le risque lié aux expositions africaines.”

*Ahmed Attout, Directeur, Département du développement du secteur financier, BAD*

“Les élections restent un point crucial en termes de risques politiques et peut-être un déclencheur d’autres risques que nous constatons. Mais dans le même ordre d’idées, nous observons que les investisseurs sont excessivement prudents. Et souvent, encore une fois, pour des raisons qui ne sont pas fondées sur la réalité du terrain.”

*Bilal Bassiouni, Chef de la division Prévision des risques, PANGEA-RISK*



“Nous cherchons à approfondir et à renforcer les marchés intérieurs. Nous avons constaté que les fois où nous n’avons pas pu accéder aux marchés extérieurs, nous avons dû nous rabattre sur le marché intérieur. Nous nous rendons donc compte qu’il est très important que les pays approfondissent et renforcent leurs marchés intérieurs, car lorsque vous n’avez pas un marché intérieur profond, vous êtes confrontés à un sérieux défi en termes d’accès à un financement adéquat.”

*Masitala Mushinga, Directrice de la gestion de la dette, Ministère des Finances, Zambie*

“En fin de compte, c’est d’une lacune ou d’une autre dont nous devons nous préoccuper en tant que décideurs politiques. Ce que nous faisons actuellement, c’est nous assurer que nous nous développons grâce à l’intégration régionale et à la fourniture d’informations et, en fin de compte, que nous réduisons le coût de l’activité commerciale.”

*Dr Simal Amor, Chef de la planification stratégique, COMESA (Marché commun de l’Afrique orientale et australe)*

“Le risque perçu [en Afrique] est en effet un sujet d’actualité et nous pensons pouvoir combler le fossé en tant que banque internationale en réunissant les investisseurs et les États africains, en aidant les pays à avoir une stratégie claire de marketing et de positionnement des investisseurs avant qu’ils n’émettent des obligations ou ne s’engagent dans d’autres structures de financement. Il est très utile pour les banques et les investisseurs internationaux de passer du temps, de pouvoir poser des questions directement aux autorités et d’obtenir des informations fiables sur des questions telles que les derniers développements économiques du pays, les défis éventuels et les perspectives. Les acteurs mondiaux considèrent qu’un dialogue régulier et direct avec les pays africains est extrêmement important et utile.”

*Maryam Khosrowshahi, Directrice Générale, Deutsche Bank Chair Global SSA, Co-Responsable de la zone Afrique et Responsable CEEMEA Sovereign DCM, Deutsche Bank*

“Le monde est également confronté à des défis, et il est utile de prendre du recul et d’analyser le continent (l’Afrique) dans une perspective plus large. L’évaluation des risques de manière pragmatique et objective permettra aux personnes intéressées par les opportunités qu’offre ce continent d’être conscientes des risques et non pas d’y être réfractaires.”

*Bilal Bassiouni, Responsable de la prévision des risques, PANGEA-RISK*



## Produits d'assurance d'ATIDI

### **1 Non-respect des obligations souveraines ou sous-souveraines**

Protège les prêteurs, les investisseurs et les fournisseurs contre les pertes résultant du défaut de paiement de l'État souverain ou sous-souverain.

### **2 Risque politique/assurance investissement**

Couvre le risque d'une perte résultant d'actions ou d'inactions des gouvernements ou d'une perte consécutive à des événements politiques. Parmi les risques figurent l'embargo, l'inconvertibilité de la monnaie, l'appel injuste d'obligations, la rupture de contrat et l'expropriation.

### **3 Assurance du risque de crédit**

La couverture protège contre les risques de défaut de paiement, donnant aux entreprises la liberté d'offrir de meilleures conditions de paiement à leurs clients, d'augmenter leur trésorerie et d'être compétitives au niveau international en opérant à des conditions de crédit.

### **4 Contre-garanties**

Cette assurance protège les employeurs, y compris les agences gouvernementales et les entreprises adjudicatrices, afin de garantir l'exécution des contrats conformément aux conditions convenues d'un commun accord. L'ATIDI offre des contre-garanties aux assureurs et aux banques en cas d'appel à la garantie.

### **5 Facilité régional de soutien à la liquidité (RLSF)**

Elle fournit des liquidités aux producteurs d'électricité indépendants en couvrant le risque de retard de paiement de leur fournisseur, le plus souvent une entité publique.



Assurance pour le Développement  
du Commerce et de l'Investissement  
en Afrique

---

[www.atidi.africa](http://www.atidi.africa)